



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

Le Janatha Vimukhti Peramuna -JVP- Front de libération populaire

Le Janatha Vimukhti Peramuna (JVP) est un parti marxiste sri lankais aujourd'hui légal et disposant de 16 sièges au Parlement. Il a cependant été interdit à deux reprises et a été la cible d'une féroce répression. Il est dès lors nécessaire de parcourir son histoire depuis sa création avant d'examiner s'il existe des craintes actuelles de persécution pour des personnes liées au JVP.

I. Histoire du JVP jusqu'en 1994

A. La création du JVP

Le JVP est issu du Parti Communiste de Ceylan (PCC ou CCP), un parti prochinois créé en 1964, d'une scission avec le Parti communiste du Sri Lanka (CPSL ou CP). Ce dernier parti, fondé en 1943, était une scission « stalinienne » du *Lanka Sama Samaja Party* (LSSP, Lanka Equal Society Party ou Parti pour une société égalitaire à Lanka) parti trotskiste fondé en 1935.

Les fondateurs du JVP sont un groupe de jeunes dissidents du PCC. Exclus du parti en 1966, ils commencent à organiser en 1967 une série de cinq « classes » clandestines suivies d'entraînements militaires sommaires. Le futur dirigeant, Rohana Wijeweere (ou Wijeweera), est un jeune cinghalais de retour de ses études de médecine de l'Université Lumumba de Moscou. Il est le fils d'un militant du PCC grièvement blessé par des militants de l'United National Party (UNP) au cours d'affrontements électoraux. Il est accompagné de Wijesena Vitharana, alias Sanath, W.T.Karunaratne, alias Karu, Nimalsiri Jayasinghe, alias Loku Athula et Piyatileke Samaratne, alias Machang.

Le programme politique du JVP est une adaptation du marxisme à la situation du Sri Lanka. Il emprunte à différents courants mais plus particulièrement au maoïsme et au guévarisme pour les méthodes de lutte, Wijeweere étant persuadé qu'avec ces méthodes un petit groupe pouvait faire une vraie révolution marxiste. Durant toute son histoire, le JVP a œuvré pour renverser le pouvoir en place en pratiquant l'encerclement des villes depuis les campagnes. Le parti est violemment opposé à la démocratie parlementaire, à tout gouvernement au pouvoir, notamment aux coalitions de gauche, et à tout l'appareil de l'Etat. Un autre axe de son idéologie d'origine, qui s'est accentué par la suite, est l'opposition à l'expansionnisme indien. Cet axe de son idéologie amène les dirigeants du JVP, et notamment Wijeweere, à être hostiles aux Tamouls des plantations, perçus

comme des éléments de cet expansionnisme. Certains commentateurs y voient l'indice d'un racisme anti-tamoul et soulignent que la fondation du JVP est partiellement due à des dissensions entre ses futurs dirigeants et le chef tamoul du PCC, Shammugathan.

Le JVP prend son nom en 1970. Il est dirigé par un Politburo de 12 personnes, nommé par le Comité central. Ce Comité est composé des leaders de districts, eux-mêmes choisis par les leaders de secteurs. Chaque secteur est composé de plusieurs groupes de cinq personnes, dirigés par un leader ou chef de groupe. Les groupes du JVP sont toujours organisés en référence à un poste de police et plusieurs groupes couvrent chaque secteur de compétence d'un poste. Des comités spécialisés sont en charge des Universités, syndicats, propagande etc. Certaines sources insistent cependant sur le fait que les leaders n'étaient pas élus mais désignés par les autres leaders et que la structure était assez lâche et informelle. Le parti dispose en 1970 de 10.000 membres à plein temps, ainsi que de sympathisants et simples contacts. Il organise des conférences et rassemblements et publie le journal *Janatha Vimukthi*.

Les soutiens principaux du JVP viennent du sud du pays, où le parti est enraciné. Il est fondé par les membres d'un groupe d'étudiants cinghalais ruraux, nourrissons contre la bourgeoisie anglophone de Colombo un sentiment de révolte et dénonçant la récupération par l'élite des mouvements de contestation de leurs parents. Il attire plutôt des Cinghalais de la caste Karava, située juste en dessous de la caste supérieure des Goyigama et est assez populaire auprès des membres des basses castes. Il attire enfin surtout les jeunes issus de milieux ruraux et **son succès est en partie fondé sur la crise de l'emploi et de l'état providence au Sri Lanka.**

La première phase du JVP est caractérisée par la mise en place de son idéologie, un fort recrutement puis la préparation accélérée d'une révolution. S'il soutient la coalition du SLFP-LSSP et CP, **le JVP se sert en réalité de cette phase officielle et légale de son activité pour rassembler ses forces.** A partir de juillet 1970, après une détention de Wijeweere, le parti engage une campagne d'armement de ses militants. Chaque militant était supposé avoir une arme de poing et 10 cartouches tandis que des bombes artisanales sont fabriquées. Des attaques à main armées sont organisées pour récolter des fonds.

B. la révolution du 5 avril 1971 et la première phase d'interdiction du JVP

Au début de l'année 1971, le parti cesse ses recrutements et ses membres doivent récolter le plus d'argent possible pour acquérir des armes. Wijeweere fait des déclarations sur l'imminence de la révolution et des explosions accidentelles révèlent ses préparatifs militaires. Il est dès lors arrêté le 13 mars et transféré à Jaffna. **Le gouvernement décrète l'état d'urgence le 16 mars.**

Le 5 avril 1971 le JVP lance sa « révolution prolétarienne et globale » d'une seule journée. Ses militants prennent d'assaut une centaine de postes de police, qu'ils tiennent parfois jusqu'à la fin du mois, mais ils échouent à capturer ou tuer le Premier ministre, à prendre Colombo et à libérer leur leader. Ils n'ont pas le temps de mener à bien les exécutions qu'ils avaient prévues d'opposants politiques.

La révolution de 1971 a été, de l'avis de nombreux observateurs, un moment de la formation du JVP. Elle était prématurée et a été menée avec un certain amateurisme. Le JVP s'illusionnait en

pensant que s'attaquer à la police, principale force répressive de l'Etat, permettrait de renverser le régime. Les militants du JVP n'avaient guère d'instructions précises pour la suite des événements. Enfin cette révolution a révélé les dissensions au sein du parti puisqu'il semble acquis aujourd'hui que l'attaque prématurée du commissariat de Wellawaya, qui a beaucoup contribué à l'échec de la révolution, était due aux conflits entre les deux groupes de leaders : la ligne dure dirigée par Sanath et la ligne loyale à Wijeweere.

Cette révolution et sa répression provoquent la mort de 53 membres des forces de l'ordre et de quelques milliers de membres du JVP, ainsi que d'un nombre au moins équivalent de civils. Les arrestations sont massives parmi les membres du mouvement, la torture très répandue. Les militants qui avaient pris le maquis finirent par se rendre en mai-juin et une *Criminal Justice Commission*, comprenant cinq juges de la Cour Suprême, est mise en place pour juger leur cas avec des procédures simplifiées, notamment sur le plan de l'établissement des faits. Elle condamne quarante personnes pour complicité. Le JVP est interdit et Wijeweere, toujours emprisonné, est condamné à la prison à vie.

Les membres du JVP sont détenus dans des camps de rééducation et les conditions de détention sont, surtout au début, particulièrement inhumaines. Quand elles se sont améliorées, les divisions entre loyalistes et dissidents du parti ont pris toute leur importance et les loyalistes ont commencé à intimider, battre et ostraciser les dissidents. Des tribunaux du peuple ont été institués en détention et ont pratiqué, lorsque cela a été jugé nécessaire, la peine capitale.

C. La deuxième phase légale de 1977 à 1983

Le parti est légalisé et les détenus du JVP ont été tous libérés dans la deuxième moitié de l'année 1977 par le gouvernement de l'UNP nouvellement élu. Wijeweere déclarait renoncer à la violence et était gracié.

Dès sa libération, Rohana Wijeweere lance une grande campagne de propagande. Son but est de devenir la grande force d'opposition face à l'UNP. Il organise de nombreuses réunions, le JVP ayant toujours eu un grand talent pour les grands rassemblements. Il tient des discours incendiaires et compte sur son charisme pour rallier les voix. Il ne recueille cependant que 4,2% des voix aux élections présidentielles de 1982, ce qui est un échec relatif.

Il existe d'importantes différences entre le JVP de 1971 et celui de 1977. Beaucoup des protagonistes de la révolution de 1971 se sont retirés de la politique ou ont rejoint d'autres partis. Le JVP a souvent été décrit comme un hall avec deux grandes portes : des gens entrent constamment par l'une d'entre elles et d'autres en sortent constamment. Cela est particulièrement vrai en 1977-1983. Un premier groupe quitte le parti en 1979 derrière le «capitaine» Kularatna, un autre en 1980 derrière H.N.Fernando et un troisième en 1981 avec Nandena Marasinghe. **De nombreux affrontements internes** ponctuent ces départs et des assassinats et tentatives d'assassinats sont perpétrés par le JVP sur d'anciens membres du parti.

D. La deuxième phase d'interdiction de 1983 à 1987

Le JVP a été à nouveau interdit le 30 juillet 1983 au motif qu'il serait l'instigateur des violences anti-tamoules lors des émeutes de juillet 1983. Le gouvernement sri lankais n'a jamais été en mesure d'apporter une preuve convaincante de ce fait. Il n'est cependant pas certain que ce soit faux. Les étudiants du JVP ont bel et bien participé à ces émeutes et il y aurait une certaine logique à ce que le JVP utilise le sentiment anti-tamoul du fait de son désintérêt pour ce qui se passe au nord, de son opposition à l'influence indienne et parce qu'il a toujours utilisé toutes les idées qui lui permettaient de se rapprocher du peuple sri lankais.

Sur le plan idéologique le JVP s'oriente après 1983 sur une ligne de plus en plus opposée à la lutte des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), de plus en plus anti-Eelam¹. Cette évolution amène d'ailleurs le départ d'un nouveau groupe de militants. Cette ligne du JVP est souvent présentée comme anti-tamoule mais cette présentation semble un peu simpliste. En effet, si le JVP n'aime pas les Tamouls des plantations parce qu'ils incarnent l'expansionnisme indien il n'a pas, en 1977, de position sur le conflit du nord. Entre 1977 et 1983 d'importants débats ont lieu sur ce point au sein du parti mais le JVP décide de ne pas se lier à ces Tamouls du nord car son objectif est le pouvoir et qu'il lui semble que ce lien lui porterait préjudice. Les émeutes de 1983 ont montré au JVP qu'il était populaire de s'opposer aux combattants tamouls et suicidaire de s'en approcher.

C'est pourquoi, après 1983, le JVP est devenu le parti le plus anti-Eelam de la scène politique sri lankaise. Il décide de combiner un soulèvement armé et une lutte anti-séparatiste. Il axe sa critique de l'UNP sur le fait que le parti est favorable aux séparatistes tamouls et trahit la patrie. Il se présente comme voulant sauver le pays de l'impérialisme américain² et indien ainsi que de l'expansionnisme tamoul qui, ensemble, affectent le pays.

A partir de 1984, le JVP décide de lancer une lutte armée pour prendre le pouvoir. Un entraînement militaire intensif est décidé et intensifié à partir de 1987. Au milieu de l'année 1986, une aile militaire séparée est instituée sous la direction de Saman Piyasiri Fernando.

E. La deuxième insurrection du JVP de 1987-1989

En 1987, le JVP s'engage dans une rhétorique sur la répression de l'Etat sur ses militants afin de justifier la montée de la violence. L'entraînement militaire s'accroît. A partir de mars 1987, les forces de l'ordre sont en alerte dans certains secteurs, effectuant des fouilles et des arrestations (il y en aura 500 entre mars et juin 1987). **Dès le 14 avril 1987, le JVP commence ses attaques sur des camps militaires.** Le *Deshapremi Janatha Vyaparaya* (Mouvement Patriotique du Peuple, DJV), organisation parapluie fondée par le JVP à la mi-87, mène une campagne d'intimidations et d'assassinats visant les « traîtres ».

Le JVP veut déstabiliser l'élite au pouvoir et se faire reconnaître par la population comme un gouvernement parallèle. Pour ce faire, il organise des grèves (*hartal*), proclame des couvre-feux, impose des boycotts, paralyse les services publics. Le JVP envoie des lettres ou colle des

¹ L'Eelam est le nom de la patrie tamoule pour laquelle se battent les Tigres.

² Wijeweera considère en effet que l'Amérique est engagée dans un processus de division de l'Inde et du Sri Lanka.

affiches demandant à tous les commerçants de fermer boutique ou imposant à des personnalités de démissionner et de faire amende honorable sous peine de représailles. Les gens obéissent souvent par crainte, des menaces de mort accompagnant souvent ces ordres du JVP et le parti est bientôt appelé « petit gouvernement » (*punchi ânduwa*).

Les Accords de paix indo-sri-lankais sur le conflit tamoul accroissent l'audience du JVP et lui fournissent des arguments pour s'opposer au gouvernement. **Il commence une campagne de terreur dirigée contre l'UNP et les partisans de l'Accord de paix.** En janvier 1988, le JVP déclare la guerre à diverses organisations de gauche en publiant un document sur une « campagne nationale pour punir les traîtres à la mère patrie ». Le tract conclut : « Nous avons identifié les ennemis. Ils seront en conséquence punis. » Dans une autre publication de janvier 1988 le JVP désigne en outre comme traîtres tous ceux qui soutiennent le pacte Rajiv Gandhi-Jeyawardene et les Conseils provinciaux ainsi que les soutiens du régime et ceux qui participent directement ou indirectement à la répression contre le JVP. Le nombre de meurtres commise augmente, parfois accompagnés d'amputations. De plus le parti s'adjoint nombre de jeunes voyous et commence à devenir un agent de vendetta villageoise, du fait notamment qu'il pratique la terreur sur dénonciation.

Après une accalmie due à la signature d'un pacte avec le gouvernement en mai 1988, les meurtres de représentants de l'UNP reprennent. **Le gouvernement a doré et déjà décidé d'en finir avec le JVP et les premiers « groupes de vigilances », groupes paramilitaires dont le premier est le People's Revolutionary Red Army (PRRA), commencent à opérer contre les militants du JVP. Ils répondent à la terreur par la terreur.**

Un bref apaisement a lieu en janvier 1989, avec la levée de l'état d'urgence et la libération de 1500 membres du JVP mais les assassinats du mouvement reprennent rapidement, ainsi que des grèves très étendues et violentes qui paralysent l'économie du pays et le fonctionnement des universités.

Par ailleurs, entre 1987 et 1989, les « dictateurs de prison », les membres du JVP ayant persécuté et jugé les dissidents en 71-77 au nom des militants de la ligne loyale à Wijeweere doivent se cacher car ils sont menacés de mort par le nouveau leadership du parti. **Il faut rappeler qu'aucun des responsables insurgés de 1971 condamnés n'était avec Wijeweere en 87-89, sauf Samuel Dias Bandaranaike, qui fonde alors le Sri Lanka Progressive Front (SLPF), parti considéré alors comme une sorte d'aile politique du JVP.**

En juin 1989 le JVP organise, sous la bannière du *Deshapremi Eksath Peramuna* comprenant le JVP, l'Inter-University Student Federation, l'Inter-University Bikkhu Federation, l'Eksath Lanka Janatha Party et le SLPF, un grand rallye à Nugegoda axé sur son opposition à l'Inde et à l'armée indienne. Ce sera le dernier grand rassemblement du JVP avant longtemps. Le pays est ensuite paralysé par une grève des transports fomentée par le parti. A la fin de la grève d'un mois, le JVP avait tué 123 employés du service des transports et détruit 200 bus. L'état d'urgence est réinstauré. Entre janvier et juin 1989, 2000 personnes sont mortes dans les affrontements.

Durant l'été 1989, le *Deshapremi Eksath Peramuna* appelle à une grève générale. L'économie du pays est quasiment paralysée. Le JVP commence à tuer un certain nombre de personnalités non directement impliquées dans la politique, les politiciens étant mieux protégés. De nombreux civils sont aussi tués lorsque le JVP les contraint à des manifestations en les faisant marcher contre l'armée en

première ligne, les militants restant à l'arrière. Mille personnes trouvent la mort de cette façon entre juillet et la août 1989.

Le JVP attend une mutinerie de l'armée. Depuis 1984 il a en effet inclus l'armée sri lankaise, qu'il a en partie infiltré, dans sa stratégie. Il annonce y avoir 80% de soutien, ce qui exagéré. Il tient les militaires comme les seuls et meilleurs défenseurs de la patrie, la police étant, elle, l'instrument majeur de répression du pouvoir. Le JVP n'a donc pas cessé de soutenir verbalement l'armée dans sa lutte contre l'IPKF ou les LTTE, tout en appelant à la mutinerie contre les responsables de haut niveau.

L'attitude du JVP à l'égard de l'armée causera sa perte. Malgré sa rhétorique, le parti n'apparaît pas aux yeux de nombreux militaires comme un allié dans la lutte contre les LTTE ou l'IPKF, les membres du JVP n'ayant jamais fait aucune action contre ces deux forces. L'attente d'une mutinerie imminente conduit de plus le JVP à accentuer sa pression sur l'Armée jusqu'à atteindre un point de non-retour. Le 21 avril 1989, le bulletin du Mouvement Patriotique du Peuple (DJV) publie un message « aux membres des familles des suceurs de sang » : « Les proches par le sang des suceurs de sang de l'armée et de la police qui massacrent des patriotes doivent prendre des mesures pour arrêter cela. S'ils ne le font pas, les troupes armées des patriotes du peuple prendront des mesures sans pitié contre eux aussi. » Dans le même bulletin, le JVP publie un éditorial dans lequel il affirme menacer seulement les meurtriers et les criminels et appelle tous les militaires à se soulever contre eux. **En août 1989 enfin le JVP publie des menaces de mort contre les familles des militaires qui ne déserteraient pas.**

Cette menace a indigné la plus grande partie des militaires et est très vite apparue comme une erreur fatale du JVP. A partir de ce mois d'août 1989, les meurtres en représailles contre les membres du JVP se multiplient et se font ouvertement. Chaque jour des corps apparaissent le long des routes, 25 à 50 par jour. Lorsque le JVP tue trois familles de militaires, les comités de vigilance tuent 70 personnes en 3 jours de représailles.

Devant l'intensité de la répression, certains membres du JVP commencent à se rendre. **Les dirigeants sont capturés un à un jusqu'à Rohan Wijeweere qui appelle le JVP à rendre les armes avant d'être exécuté le 13 novembre.** Le leadership du parti est assuré par Saman Piyasiri Fernando qui ordonne une reprise de la violence avant d'être arrêté et tué en décembre 1989 avec d'autres membres du Politburo. Les derniers sont capturés en janvier 1990. **Environ 16.000 suspects sont incarcérés au cours des mois suivants.** En hiver, l'organisation est estimée quasi-totalement démantelée. Des exécutions extrajudiciaires ont encore lieu en 1990 mais elles diminuent fortement jusqu'à cesser en 1993. Un programme de réhabilitation des détenus est lancé en 1990 et amène à une réduction progressive de ceux-ci.

Entre 1987 et 1989, 40.000 personnes environ sont mortes au cours de la rébellion du JVP. Les forces de sécurité et les groupes paramilitaires en ont tué 8000 entre août 1987 et juillet 1989 et 15.000 entre août 1989 et janvier 1990. Le JVP a tué 17.000 personnes auxquelles il faudrait ajouter les civils envoyés en première ligne dans les manifestations.

II. Situation depuis 1994 et éventualité de craintes actuelles de personnes liées au JVP

A. De 1994 à aujourd'hui : la troisième phase légale du JVP

Le JVP est de nouveau légalisé entre juillet et novembre 1994 dans la période au cours de laquelle la coalition électorale People's alliance (PA), dirigée par le SLFP, remporte les élections législatives. Chandrika Kumaratunga, son leader, devient présidente de la République en novembre 1994, élue sur une promesse de négociations avec le LTTE pour en finir avec la guerre. Le JVP bénéficiera de l'amélioration des droits de l'homme dans la première partie de la présidence Kumaratunga. Ses relations avec le SLFP ont toujours été par ailleurs meilleures que celles que le parti a pu avoir avec l'UNP.

Le JVP rentre dans le jeu électoral et mène une grande campagne de recrutement, d'abord sous la bannière du SLFP qui gagne un siège au Parlement en 1994. Le SLFP a cependant décidé en 1996 de soutenir la PA dans ses efforts de paix, ce qui a provoqué une brouille entre son dirigeant et celui du JVP. **La propagande du JVP a deux grands axes aujourd'hui : l'opposition aux plans de paix avec le LTTE qui vont conduire au partage du pays et l'opposition à la mondialisation et aux influences étrangères.**

Dans les élections locales de 1997, le JVP gagne 101 sièges. En octobre 1997, il s'allie au clergé bouddhiste pour s'opposer au plan de paix du gouvernement. En janvier 1998, il lance une nouvelle campagne de recrutement. Dans sa propagande, le JVP explique que la violence qui lui a été imputée n'était pas celle du parti mais d'un groupe mécontent d'en être exclu. Au cours des élections des Conseils provinciaux, en avril et juin 1999, le JVP remporte de grandes victoires, et s'impose comme une force susceptible d'influer le jeu politique en l'absence de majorités absolues. Lors des élections législatives de 2000, le JVP obtient 10 sièges, avec 6% des voix. **C'est de fait le troisième grand parti derrière la PA et l'UNP.** Le SLFP de son côté s'allie au SLMC dans la National Unity Alliance (NUA) en 2001. Son nouveau secrétaire général est Rohan Jayatunga. Cette alliance est favorable au gouvernement de la PA.

Le JVP refuse en règle générale de s'allier avec les grands partis sri lankais, du fait notamment de son opposition aux différents plans de paix dans le conflit avec le LTTE. En septembre 2001 cependant, il a conclu une alliance avec le gouvernement de la PA, alors en grande difficulté. La coalition gouvernementale a malgré tout connu de nombreuses défections qui ont contraint le gouvernement à convoquer des élections anticipées le 5 décembre 2001. La PA perd alors la majorité au profit de l'UNF, coalition dirigée par l'UNP, qui a fait campagne notamment sur une promesse d'en finir avec le conflit par la négociation. Au cours de ces élections le JVP obtient 16 députés. Il n'a cependant pas progressé lors des élections locales partielles de mai 2002.

Tandis que, dès la fin décembre 2001, le gouvernement annonce un cessez-le-feu formalisé ensuite dans un document appelé *Memorandum of Understanding (MoU)* conclu le 24 février 2002 et que les négociations s'engagent avec la « facilitation » de la Norvège, **le JVP mène une campagne résolue contre l'Accord de paix.** Il considère le MoU comme la plus grande « trahison » risquant de faire du Sri Lanka une « colonie norvégienne ». Il prône d'affaiblir le LTTE militairement et ne discuter avec lui que s'il abandonne sa demande d'un Eelam tamoul, rend les armes et ne fait plus de guerre.

Ce militantisme contre l'Accord de paix a rapproché récemment le JVP de la People's Alliance. La PA a participé, avec le JVP, à une grande manifestation contre le projet norvégien en avril 2002. Le JVP s'est par ailleurs opposé à la levée de l'interdiction du LTTE et a interpellé le gouvernement sur les affrontements ethniques dans l'Est, anticipant un nouveau nettoyage ethnique des Musulmans puis des Cinghalais de la part du LTTE.

B. Craintes éventuelles de personnes liées au JVP

Les rapports annuels d'Amnesty International, Human Rights Watch, du Département d'Etat américain, les documents sur le Sri Lanka de l'Asian Human rights Commission, les documents élaborés par nos homologues comme le Home Office britannique ou le Danish Immigration service considèrent que les membres du JVP n'ont pas de craintes de persécution particulière aujourd'hui. Le Home Office écrit que depuis 1994 il n'y a pas de persécution politiquement motivée contre des militants du JVP, les seules poursuites étant fondées sur une base légale pour des crimes et délits. Des membres du JVP ont en effet été arrêtés en 1993 et 1994 pour possession d'armes, pour une série de crimes dont 40 meurtres, un gang entier ayant été arrêté pour une série de meurtres, vols, viols et incendie volontaire. Le rapport du Département d'Etat américain de 2002 précise qu'entre 200 et 300 membres du JVP anciennement détenus ont été condamnés en application de dispositions légales. Une partie des inculpés des années 90 a été relâchée et une autre partie envoyée en camp de rééducation et relâchée ensuite. Certains demeurent incarcérés et, dans nombre de cas, des organisations des droits de l'homme mettent en doute la légitimité des charges criminelles retenues contre eux.

Le JVP fait valoir qu'il a été victime de violences électorales, notamment lors des élections provinciales du 6 avril 1999. Au cours de cette élection, dans la Province Ouest, le point chaud de la vie politique sri lankaise, des violences ont eu lieu entre les supporters des principaux partis et, notamment, entre la PA et le JVP. Le député de Gampaha³, Jinadasa Nandasena, a été en effet accusé par le JVP de violence contre ses candidats à Peliyagoda le 25 février 1999 (« 1999-Provincial council polls for five provinces : violence against JVP election campaign », site internet du JVP). Le *Sunday Times* du 14 Mars 1999 relatant des débats à l'Assemblée fait allusion aux accusations contre M.Nandasena de participation à l'attaque d'un bureau du JVP à Kelaniya. Dans une lettre au Président de la République, Tilvin Silva, Secrétaire général du JVP, a fait référence à cet événement en indiquant que le député de la PA avait menacé les candidats à Peliyagoda en disant qu'il interdisait au JVP de faire de la politique à Kelaniya (site Internet du JVP).

Les violences électorales sont extrêmement fréquentes au Sri Lanka, notamment lors de ces élections provinciales. Elles ne constituent cependant pas une indication de craintes de persécution une fois les élections terminées et sont l'apanage de tous les partis, JVP inclus.

Le JVP reste pourtant un parti dont la place dans la vie politique sri lankaise est susceptible d'évolution, essentiellement du fait de son recours passé à la violence et de sa position intransigeante à l'égard du règlement pacifique du conflit. Depuis 1992, des rumeurs régulières et des mises en garde sont lancées quant à l'éventualité d'une reprise de la lutte armée par

³ C'est le fief de Chandrika Kumaratunga.

le JVP. Certains estiment que d'anciens activistes du JVP se sont infiltrés dans des mouvements légaux pour les amener à des actions violentes. Des menaces d'actions armées ont été proférées récemment par l'actuel leader du JVP. Les bureaux du parti ont été attaqués à Colombo et dans ses environs le 13 novembre 2002 pendant les préparatifs de la commémoration annuelle de la mort de Rohana Wijeweere. Le 17 novembre suivant le ministre de l'Intérieur a accusé le JVP d'être responsable des violences qui ont blessé 7 personnes, dont 5 policiers, à Hambantota ainsi que de la mort d'un étudiant, tué lors d'affrontements de syndicats en apparence par des militants de l'Inter-University Student Federation (IUSF), branche du JVP.

La situation des anciens leaders ou des familles des anciens leaders doit être examinée de manière spécifique. En ce qui concerne les anciens leaders du JVP, il faut souligner que si Wijeweere a été exécuté le 13 novembre 1989 ainsi qu'un grand nombre de dirigeants, certains membres du Politburo voire de l'aile militaire occupent aujourd'hui des fonctions diverses au Sri Lanka : K.T Karunaratne alias Karu, est aujourd'hui salarié d'une entreprise privée, Athula Imalasinghe, alias Loku Athula, est député de la PA pour le district de Gampaha, Sunanda Deshapriya, alias Asoka, est journaliste ainsi que Victor Ivan, alias Podi Athula.

Le parti est aujourd'hui dirigé par Somawansa Amaringhe, membre du JVP depuis 1971, chargé à l'époque de l'attaque de la maison de Madame Sirimavo Bandaranaike puis responsable des finances du parti en 1977, membre du Politburo de 1983 à 1989 et figure centrale de l'orientation anti-Eelam du parti. Il a échappé à un cordon de sécurité en 1989 grâce à son cousin, ministre de l'UNP et a fui le pays. Réfugié en France puis en Angleterre, il a pu rentrer au Sri Lanka en novembre 2001 dans le cadre des accords entre la PA et le JVP.

D'après un universitaire spécialiste des affaires sri lankaises consulté par nos homologues canadiens en juin 1995, il n'y avait aucun signe d'une politique gouvernementale quelconque à l'égard des membres des familles des dirigeants, adhérents ou sympathisants du JVP. Il n'avait eu connaissance d'aucun mauvais traitement récent de ces personnes. Un autre professeur faisait état de rumeurs à la fin des années 80 suivant lesquelles des policiers avaient tué des membres de familles de militants du JVP en vengeance des assassinats commis contre des membres de familles de policiers par le JVP mais il n'en a plus entendu parler depuis le début des années 90.

La femme et les six enfants de Rohana Wijeweere vivaient encore en 1994 dans les locaux militaires à Trincomalee sensément pour leur propre protection. Chandrika Kumaratunga les a autorisés à quitter le Sri Lanka pour la Grande Bretagne en janvier 1997, ainsi que Chitrangani Wijeweere le lui avait demandé. Il semble cependant qu'elle soit restée au Sri Lanka, la presse relatant ses rencontres avec le gouvernement et les membres du JVP en 2000 notamment.

Eric Meyer, dans sa réponse à notre question sur ce point, a dit ne pas pouvoir nous aider et a souligné comme seul point nouveau le retour de l'UNP au pouvoir, retour qui peut conduire d'anciens tortionnaires à se sentir moins menacés. Le gouvernement Kumaratunga avait en effet mis en place en novembre 1994 trois commissions régionales pour enquêter sur les disparitions dans cette période. Elles ont conclu que 16.742 personnes ont disparu en règle générale à la suite d'une action des forces de sécurité. Le Procureur général a ouvert 900 dossiers et soumis 290 inculpations aux différentes cours compétentes, visant 489 membres des forces de sécurité sur des charges d'enlèvement et meurtre. En Mai 1998, une quatrième commission a été mise en place pour enquêter

sur les 10.000 disparitions antérieures à 1994 sur lesquelles les trois commissions précédentes n'avaient pas pu enquêter. De nombreux observateurs critiquent l'insuffisance des poursuites et la culture d'impunité qui en découle. Amnesty International a par conséquent jugé particulièrement importante la condamnation à dix années d'emprisonnement, en février 1999 de sept personnes, dont 6 membres des forces de sécurité pour la disparition de 25 jeunes pendant l'insurrection du JVP. En décembre 1999, un policier a été condamné à 5 ans d'emprisonnement. Il n'y a cependant pour l'instant rien qui permette de considérer que ce changement à la tête du pouvoir a suscité des craintes nouvelles.

Annexe 1

Liste des dirigeants condamnés par la Criminal Justice Commission pour la révolution de 1971 (source : C.A. Chandrapema, « Sri Lanka : the years of terror – The JVP insurrection 1987-1989 », Lake House)

1. Piyatilake
2. Lionel Bopage
3. James Uyangoda
4. Anura Ranjith Kurukulasuriya
5. Sunanda Deshapriya
6. Loku Athula
7. Victor Evan
8. Nimal Maharage
9. Somasiri Kumanayake
10. Wasantha Kanaratne
11. Rohana Wijeweera
12. Cecil Chandra
13. Piyasiri
14. Sunil Ratnasari
15. Wijeyapala
16. Ananda Perera
17. Osmund Silva
18. Lakshman Mahaduwa
19. Mahinda Wijesekera
20. Kelly Senanayake
21. Batapola Athula
22. Aladin Subasinghe
23. Kalu Lucky
24. Lakshman Munarasinghe
25. D.A.Gunasekera
26. T.D.Silva
27. S.D.Bandanaraike
28. Dhanapala
29. Meril Jayasiri
30. Chukki Premaratne
31. Sanath (tué dans l'action)
32. Susil Wickreana (tué dans l'action)
33. Sanath Wijesinghe (tué dans l'action)
34. Milton (tué dans l'action)
35. W.T.Karunaratne
36. Premapala
37. Wimalagune
38. Viraj Fernando

39. Susil Siriwardene

40. Nayanananda Wijekulatilake

Annexe 2

Direction du JVP en 1987-1989 (source : C A Chandrapema).

Politburo :

1. Rohana Wijeweera
2. Upatissa Gamanayaka
3. Piyadasa Ransinghe
4. Saman Piyasiri Fernando
5. P.B. Wimalaratne
6. Gunaratna Wanasinghe
7. Sumith Athukorale
8. Somanwansa Amarasinghe
9. H.B.Herat
10. D.M.Ananda
11. Shantha Bandara
12. Nandatilake Galappatthi
13. Lalith Wijeratne

Comité Central :

14. Gamini Wijegunasekera
15. Kandewatte
16. Amarasiri
17. Lionel Fernando
18. Ragama Some
19. Upali Jayaweera
20. Norman Manawadu
21. Ananda Idanegama
22. Ruwan
23. Jayatilaka
24. Palitha
25. Jude Anthony
26. Mirigama Chandare
27. P.Thangarajah
28. Gamini Jayalath
29. Beligalle Siriwardene
30. Aruna Wijesuriya
31. Gunapala Satharasinghe
32. Ariyasena
33. Piyasena Ramanayake
34. Dharmawardhana Munasinghe
35. Indraratne
36. Samaranayake

37. Algiriye Munasinghe
38. Y.M.Abeyratne
39. K.G.Jinadasa
40. Sirimal
41. Ranjitham Gunaratnam
42. Kitulagoda

Bibliographie

Ouvrages

C.A.Chandrapema, « Sri Lanka : the years of terror ; the JVP insurrection 1987-1989 », Colombo, Lake House Bookshop, 1991.

Eric Meyer, « Sri Lanka, entre particularismes et mondialisation », la Documentation Française, 2001.

Articles

Asia Times on line, « Sri Lanka, the untold story », K.T.Rajasingham, mai 2002.

Peter Kloos, « Violent Youth Movement in Sri Lanka : the JVP and the LTTE compared », Antropologische Bijdragen 3 (1999), Amsterdam.

Dr Sunil Ratnapriya, membre du Politburo du N SSP, « Peace – Possibilities and obstacles », sur le site tamilcanadian.com.

The Sunday Times on the web, « **Special assignment** » sur le JVP, Kumudini Hettierachchi et Renuka Sadanadan, avril 2001. L'article reprend des éléments des livres de **Rohan Gunaratna** (« Sri Lanka, a lost revolution ? the inside story of the JVP », Kandy, Institute of fundamental Studies, 1990) et de **A.C Alles** (« The JVP, 1969-1989 », Colombo, A.C.Alles, 1990) deux ouvrages non disponibles dans les bibliothèques parisiennes.

World socialist web site (International Comitee of the Fourth International), Wije Dias, « Sri Lanka's New Left Front : an anti-working class block », , 1^{er} août 1998.

Rapports

Documentation-réfugiés, supplément au numéro 193, 19-28 août 1992, « Sri Lanka, partis et mouvements, légaux et illégaux, ayant joué un rôle important au cours des vingt dernières années ».

University Teachers for Human Rights (Jaffna), Information Bulletin.

Réponses du **CISR** et de l'**Immigration and naturalisation service** sur la situation du JVP et de ses membres.

Rapports et documents sur le Sri Lanka de l'**US Department** (Human Rights country reports), **Human Rights Watch**, **Amnesty International**, **Asian human rights commission**, **Danish Immigration service** (Security an human rights situation, entry and exit procedures and personal documentation, Report on fact-finding mission to Sri Lanka, 1-12 octobre 2001), **Home Office**.

Presse

The Island, Daily News, Asia times on line, presse et dépêches internationales via Lexis Nexis.

Contacts

Eric Meyer, spécialiste du Sri Lanka, Inalco.

Rohan Gunaratna, auteur d'un livre sur le JVP, Université Saint Andrews, Scotland (qui n'a pas répondu à nos email).

site du JVP : <http://www.jvpsrilanka.com>.